

Chômage chez les jeunes : Conséquences psychologiques et sociales

Unemployment and the Young: Psychological and Social Consequences

Marie Demers

Volume 38, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/029405ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/029405ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

À partir d'une revue de la littérature sur le chômage des jeunes que l'auteur a dépouillée en provenance des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, celle-ci dégage les changements qui se sont opérés ainsi que les problèmes sociaux qu'entraîne ce phénomène.

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Demers, M. (1983). Chômage chez les jeunes : Conséquences psychologiques et sociales. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 38(4), 785–814.
<https://doi.org/10.7202/029405ar>

Chômage chez les jeunes

Conséquences psychologiques et sociales

Marie Demers

À partir d'une revue de la littérature sur le chômage des jeunes que l'auteur a dépouillée en provenance des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Australie, celle-ci dégage les changements qui se sont opérés ainsi que les problèmes sociaux qu'entraîne ce phénomène.

INTRODUCTION

Dans son rapport sur la préparation de l'Année internationale de la jeunesse, le Secrétaire général des Nations Unies déclarait en 1981 que le chômage est le plus important des problèmes économiques et sociaux qui affectent les jeunes (Blanchard, 1982). Au Québec, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans n'a cessé d'augmenter au cours des années 70 pour atteindre 21,8% en janvier 82 (*Le Marché du travail*, 1982).

Si les statistiques du chômage indiquent l'ampleur du problème, elles ne font cependant pas apparaître les répercussions du chômage, quand il se prolonge ou se répète, sur les attitudes et le comportement face au travail, et elles ne renseignent pas non plus sur les conséquences humaines et sociales du chômage.

Selon Bellemare et Poulin-Simon (1983), les statistiques sur les pertes de revenu des chômeurs et les pertes de production au niveau national ne représentent qu'une partie des coûts sociaux du chômage. Ceux-ci englobent aussi les impacts du chômage sur la santé physique et mentale de l'individu et sur le développement de pathologies sociales telles la criminalité et le sui-

* DEMERS, Marie, assistante de recherche, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval.

** Cette revue de littérature a été réalisée grâce à une subvention du Conseil québécois de la recherche sociale.

cide. Ces coûts ne sont pas supportés uniquement par les chômeurs mais aussi par les contribuables en frais additionnels de soins de santé, de protection contre le crime, de tensions sociales et de pertes de ressources humaines. Cet article a pour but de documenter l'impact du chômage sur la santé mentale des jeunes et sur certaines pathologies sociales dont les causes peuvent provenir de l'environnement socio-économique.

Ce n'est que très récemment que l'intérêt pour l'étude des conséquences du chômage chez les jeunes s'est développé: la majorité des recherches sur le sujet ont été publiées après 1975. Aussi n'a-t-on pas encore de vision globale du problème. L'accent a été mis jusqu'à maintenant sur l'analyse des causes du chômage des jeunes et sur la façon d'y remédier.

Cette revue de littérature vise à combler une lacune, à savoir regrouper les connaissances accumulées jusqu'à maintenant et voir s'il se dégage un consensus quant aux phénomènes observés. Les sources d'information proviennent principalement de quatre pays, soit les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Australie. Aucune étude concernant les effets du chômage chez les jeunes ne semble avoir été effectuée au Québec. On peut cependant supposer que ces pays présentent une situation similaire à la nôtre.

Le terme de jeune chômeur sera utilisé non seulement pour les jeunes ayant perdu leur emploi et inscrits à l'assurance-chômage mais aussi pour les jeunes à la recherche de leur premier emploi et qui ne sont pas encore éligibles à l'assurance-chômage. Dans les faits, les jeunes sont sous-représentés chez les bénéficiaires de l'assurance-chômage alors qu'ils sont sur-représentés chez les chômeurs. N'ayant pas droit à l'assurance-chômage, ces jeunes sont souvent bénéficiaires de l'aide sociale.

En général, on appelle «chômage des jeunes» celui des jeunes de la classe d'âge de 15 à 24 ans au Canada et dans bon nombre de pays. Cette règle comporte cependant certaines exceptions: ainsi, en Norvège, en Suède, au Royaume-Uni et aux États-Unis, il s'agit de la classe d'âge de 16 à 24 ans tandis qu'en Belgique, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne, il s'agit du groupe d'âge de 14 à 24 ans (OCDE, 1980). Il importe de tenir compte de ce facteur dans la comparaison de statistiques entre plusieurs pays.

La littérature présentée ici traite d'abord des changements entraînés par le chômage chez l'individu et ensuite des problèmes sociaux engendrés par la situation de chômage. La première partie examine plus spécifiquement les réactions psychologiques du jeune confronté au chômage, les effets de celui-ci sur ses relations familiales, sur l'organisation de son temps libre, sur ses attitudes politiques et sociales, ses aspirations professionnelles et ses

chances futures d'obtenir un emploi. La deuxième partie aborde les problèmes sociaux qui ont été mis en relation avec le chômage des jeunes, soit les problèmes de santé mentale, le suicide, la consommation de drogues et d'alcool et la criminalité.

CHANGEMENTS ENTRAÎNÉS PAR LE CHÔMAGE CHEZ LE JEUNE

Pour le jeune qui se retrouve en situation de chômage, il s'agit avant tout d'une situation individuelle dans laquelle sa condition psychologique et son vécu quotidien seront affectés. Ses attitudes et ses comportements subiront des modifications qui, parfois, dureront bien au-delà de la période de chômage.

Réactions au chômage

La spécificité du chômage des jeunes réside dans le fait qu'il se situe au moment de l'insertion professionnelle; il affecte donc l'entrée dans la vie active en ouvrant ou fermant l'accès à certains emplois, en marquant les premières années de travail, années décisives pour le devenir professionnel (Balazs, 1980).

Le chômage des jeunes est difficilement comparable à celui des plus âgés. Le jeune à la recherche d'un premier emploi se sent rarement dans la peau d'un véritable chômeur. Le fait de rechercher un travail n'est pas ressenti comme une rupture avec la situation antérieure mais plutôt comme une continuation. Le changement de vie véritable, c'est au moment de la prise d'emploi qu'il se produira. Les jeunes ne voient donc pas leur chômage, sur le plan psychologique, de la même manière que ceux qui ont perdu leur emploi (Brizay, 1979).

Comme l'insertion professionnelle est souvent marquée par l'alternance de périodes de travail et de chômage, les jeunes acquièrent l'habitude du chômage. Celui-ci ne leur apparaît pas comme une éventualité improbable mais comme un événement familier (Girard, Gauthier et Vinet, 1978). D'après une enquête réalisée en France en 1978 (rapportée par Brizay, 1979), 61% des jeunes s'attendent à être en chômage au moins une fois dans leur vie.

Il faut cependant remarquer que le fait d'être en chômage entre 15 et 24 ans peut recouvrir des réalités différentes selon les situations scolaires et professionnelles. Alors qu'à 25 ans, des étudiants sont à la recherche de leur premier emploi, certains jeunes ont déjà dix ans de vie professionnelle derrière eux (Balazs, 1980).

Malgré ces différences, il semble exister une similitude au niveau des stades par lesquels les jeunes chômeurs passent lors de la perte de leur emploi ou suite à une recherche infructueuse. Ces stades ont été étudiés surtout au niveau clinique ou lors d'entrevues individuelles (Braun, 1979; Harris, 1980; Kosky, 1980; Levine, 1979; Rapoport et Rapoport, 1975; Winschuttle, 1979).

Dans les premières semaines de recherche d'un emploi, les jeunes ne se considèrent pas comme de véritables chômeurs. Leur temps libre leur donne l'impression d'être en vacances. Pour plusieurs jeunes, cela est dû au fait que la contrainte de la fréquentation scolaire est terminée. Ce stade est décrit par Levine (1979) comme une période d'optimisme où l'individu se sent libre et détendu. Il pense peu aux conséquences à long terme de son inactivité; il a peu de responsabilités et recherche des gratifications immédiates.

Pour certains, cette période serait déjà ressentie comme un choc désagréable (Harris, 1980), d'autant plus qu'ils ne s'attendent pas à être en chômage ou à avoir de la difficulté à trouver un emploi. Il y aurait une relation entre la durée de la scolarité et les attentes relatives à la carrière professionnelle. Dans ce contexte, les individus les plus affectés seraient les diplômés des collèges et des universités qui s'étaient fixés des objectifs d'emploi professionnel assez élevés.

Suivrait ensuite une période très active de recherche d'emploi dans laquelle toutes les avenues connues sont explorées. D'ailleurs, les jeunes chômeurs feraient de plus grands efforts pour trouver du travail que les chômeurs plus âgés (Winschuttle, 1979) et ils réussiraient mieux que les autres groupes d'âge dans leurs démarches (Girard, Gauthier et Vinet, 1978). C'est durant cette période que plusieurs trouvent du travail et elle durerait en moyenne trois mois. Pour ceux qui n'ont pas réussi dans leur démarche, l'espoir et l'optimisme se changent en appréhension et pessimisme (Harris, 1980). Levine (1979) qualifie cette période de stade de l'ambiguïté. L'inactivité devient plus difficile à subir, en particulier pour les jeunes sans emploi dont les amis vont à l'école ou travaillent. L'ennui prédomine mais il y a aussi un sentiment d'isolement, d'exclusion du cours normal des événements.

Maintenant le jeune chômeur est exposé à la pression sociale (implicite ou explicite) de se trouver du travail, pression qui provient principalement de ses parents et amis. À ce stade, il s'interroge sur sa compétence et sa valeur personnelle. Une enquête réalisée auprès de 314 jeunes Allemands dont environ la moitié étaient en chômage révèle que presque tous les répondants

acceptaient dans une certaine mesure l'idée de la responsabilité individuelle du chômage (Braun, 1979). En dépit du nombre important (un million) de chômeurs dans leur pays, ils avaient tendance à percevoir le chômage comme la conséquence d'une défaillance personnelle. Selon la croyance largement répandue, ceux qui cherchent du travail sauront en trouver. Selon Schneider (1977), cette vision des choses peut s'expliquer par le fait que les jeunes ne comprennent pas toujours les problèmes économiques relatifs à la récession. Ils finissent par intérioriser l'opinion que la société a d'eux.

Finalement, le jeune chômeur cesse de chercher du travail; il se replie sur lui-même et se résigne à vivre sans travail. Une enquête réalisée en Australie (rapportée par Harris, 1980) révèle que les jeunes chômeurs devenaient irritables, retirés du monde, et souvent ils dormaient durant le jour afin que le temps passe plus vite. Ceux de niveaux socio-économiques inférieurs étaient particulièrement léthargiques et gagnaient fréquemment du poids. Plusieurs développaient aussi des attitudes négatives envers le travail. C'est le stade du désespoir (Levine, 1979). L'individu perd confiance en lui-même et en ceux qui l'entourent. Il est souvent en colère contre lui-même, contre l'éducation reçue, contre ses parents. Selon le niveau de support du groupe de pairs, son désarroi peut prendre la forme d'agissements comme la consommation de drogues, le vandalisme ou d'autres activités anti-sociales.

Les échecs répétés dans la recherche d'un emploi peuvent conduire à des changements psychologiques dans lesquels la peur du rejet et le désir de l'éviter deviennent la motivation prédominante. Dans ces circonstances, le meilleur moyen pour l'individu de préserver sa santé psychologique est de cesser complètement la recherche démoralisante d'un emploi (Wunschüttele, 1979). Cela expliquerait, du moins partiellement, la position de certains jeunes qui affirment être paresseux, ne pas vouloir travailler et mieux utiliser leur temps en ne travaillant pas (Braun, 1979). L'acceptation d'un statut marginal dans la société constituerait un mécanisme de défense en réponse aux rejets répétés du monde du travail. Mais cette lutte pour s'ajuster aux rejets répétés conduirait souvent au développement de comportements réduisant les chances de succès dans l'obtention d'un emploi. Ces comportements peuvent être perçus comme le résultat du processus du chômage et non comme une cause de celui-ci (Harris, 1980).

Mis à part les réactions d'ajustement au chômage, certaines caractéristiques spécifiques de la personnalité du jeune ont été étudiées en relation avec le fait d'être sans travail. Il s'agit de l'indépendance, de l'identité et de l'estime de soi.

Le travail marque souvent le passage à l'âge adulte; c'est à ce moment que l'adolescent établit son indépendance et consolide son sentiment d'identité personnelle (Kosky, 1980). Le fait d'être en chômage maintient le jeune dans une situation de dépendance en ne lui permettant pas l'autonomie financière nécessaire. La conquête de l'autonomie financière serait le plus important facteur de maturation à ce moment de l'existence (Van Damme, 1978). Le jeune chômeur demeure donc, malgré lui, dépendant de sa famille ou de l'État.

Le travail donne à l'individu son identité et sa place dans la société. C'est un facteur déterminant de l'intégration sociale (Schneider, 1977). Si l'individu voit son chômage comme étant causé par des forces extérieures hors de son contrôle, s'il a suffisamment confiance en lui et a déjà l'expérience de la réussite, soit académique, professionnelle ou sociale, son identité ne sera pas affectée, du moins par un certain temps. Mais la majorité des jeunes chômeurs n'ont pas encore acquis cette expérience de réussite personnelle (Levine, 1979). L'absence d'emploi vient donc différer l'établissement de l'identité personnelle.

L'estime de soi est une variable de première importance dans la façon dont le jeune se perçoit et perçoit le monde. Elle a aussi un pouvoir de maturation important pour plusieurs types de comportements. De plus, elle est liée de façon inextricable à l'état émotionnel de l'individu. On a constaté, chez des chômeurs de tout âge, une diminution de l'estime de soi consécutive à la perte de l'emploi ou à l'incapacité de trouver du travail (Cohn, 1977; Harris, 1980; Hill, 1977).

Une faible estime de soi conduit à la démoralisation et à la susceptibilité aux influences négatives (Levine, 1979). Selon Winschuttle (1979), il s'agirait du plus important facteur de dépression; les gens qui se valorisent peu seraient les plus susceptibles d'afficher des problèmes sociaux tels que l'alcoolisme, les toxicomanies, la criminalité, les maladies mentales et le suicide. Le même auteur signale qu'une faible estime de soi encouragerait deux types de comportement: d'une part, les gens seraient plus enclins à prendre des risques et à s'impliquer dans des activités dangereuses tels le crime et la consommation de drogues; d'autre part, ils voudraient aussi s'évader d'eux-mêmes et de leur environnement.

Dans une étude longitudinale réalisée auprès de 412 jeunes Australiens, Gurney (1980a) n'observe pas de différence dans l'estime de soi mesurée avant la fin des études ainsi que quatre mois plus tard chez ceux qui n'avaient pas trouvé d'emploi. Mais cela pourrait être dû au fait que ces jeunes n'auraient eu que l'impression d'avoir vécu une période de vacances prolongée et ne se sentiraient donc pas encore comme de véritables chô-

meurs. Comme les vacances estivales durent habituellement quelques mois, le laps de temps considéré serait trop court pour produire des changements significatifs.

Même si beaucoup de jeunes n'ont pas encore exercé un emploi, ils se sont formés des attentes vis-à-vis du travail. Chez plusieurs, le milieu et la socialisation ont encouragé le développement d'une conception de soi où la fonction occupationnelle est importante. Chez d'autres, le moi n'a pas intégré aussi profondément les valeurs du travail. Le vécu du chômage serait lié à la valorisation du travail (Galland et Louis, 1978; Hayes et Nutman, 1981; Le Mouel, 1981).

C'est ainsi que Le Mouel (1981), dans une enquête auprès de jeunes chômeurs Français, identifie deux types de chômage: le chômage-maladie, selon que les jeunes aspirent fortement à une insertion professionnelle, et le chômage banalisé, selon qu'ils remettent en cause le travail salarié et aspirent plutôt à un autre mode de vie. Pour les premiers, l'expérience du chômage est plus traumatisante: plus le travail est valorisé, plus l'on y investit de soi et plus la perte d'emploi risque d'être vécue comme une maladie. Pour les seconds, le chômage n'est ni culpabilisant, ni vécu comme une exclusion, mais se présente plutôt comme un temps libre où l'individu est dégagé des contraintes du travail. L'enquête de Galland et Louis (1978) fait ressortir la même dichotomie. Il n'y a cependant pas de consensus sur cet aspect de la question.

Selon Rousselet (rapporté par Brizay, 1979), qui a étudié les attitudes des jeunes face au travail (Rousselet, 1974), les enquêtes et les témoignages montrent que moins de 5% des jeunes, confondant dégoût du travail aliénant et refus d'emploi, manifestent dans leurs conduites professionnelles un mépris du rôle social et économique du travail. L'enquête de Brizay (1979) démontre aussi que le travail est loin d'être une valeur désacralisée. Il a constaté un niveau d'attentes élevé à l'égard du premier emploi ainsi qu'un réel désir de travailler.

Relations familiales

Les jeunes qui vivent chez leurs parents supporteraient mieux le chômage que les travailleurs adultes chefs de famille, principalement en raison de l'aide financière dont ils bénéficient (Brizay, 1979). Mais cette période d'inactivité les rend plus dépendants de la famille, qu'ils aient ou non quitté le domicile familial. La famille devient alors la structure de repli pour le jeune chômeur. La période de chômage s'accompagne d'un resserrement des liens avec celle-ci, que ce soit au niveau du logement, d'une aide financière ou d'une prise en charge totale (Balazs, 1980).

Le fait d'être assisté par ses parents alors qu'on est en âge et en état de travailler introduit un déséquilibre dans les relations familiales. Les enfants ont le sentiment d'être redevables de quelque chose à leurs parents et d'être placés ainsi dans une situation de dépendance qui est le plus souvent mal supportée. Ce sentiment de dépendance renforce la culpabilisation du jeune chômeur qui a le sentiment de profiter du travail des autres. Cela est d'autant plus violemment perçu que, bien souvent, les membres de la famille leur font sentir de façon explicite qu'ils sont une charge. Pour rétablir un équilibre dans les relations, ils peuvent soit fournir une contrepartie, le plus souvent sous la forme d'une participation aux travaux ménagers, soit tenter d'échapper à leur statut d'assisté et fournir une justification à l'aide qu'ils reçoivent en cherchant activement du travail (Galland et Louis, 1978).

Comme les parents sont souvent pourvoyeurs d'aide matérielle et de soutien moral, leur attitude est déterminante dans la façon dont les jeunes vivent leur chômage. Certains aident leurs enfants à passer à travers cette situation en les encourageant. D'autres profitent de la dépendance financière de leurs enfants à leur égard pour exercer un contrôle excessif sans toutefois leur suggérer des stratégies pour régler leur problème ou simplement essayer de comprendre leur situation. Selon Braun (1979), qui a étudié ce problème chez de jeunes chômeurs Allemands, cette situation serait particulièrement grave pour les filles: celles qui n'ont pas d'emploi sont souvent contraintes de s'occuper de la maison ainsi que des frères et soeurs plus jeunes. Cela diminue encore plus leur chance de trouver du travail car le temps qu'elles peuvent consacrer à la recherche d'emploi s'en trouve diminué.

Bien que peu documentés, le support familial et le support du groupe de pairs semblent jouer un certain rôle dans la façon de vivre le chômage. Une enquête menée auprès de 187 jeunes Australiens de moins de 25 ans révèle que le chômage a entraîné chez 45% d'entre eux une dégradation des relations avec leurs parents; 30% montraient aussi une détérioration de leurs relations avec leurs frères et soeurs. Cependant, 83% des filles et 69% des garçons déclarent obtenir support et encouragement de la famille et des amis durant leur chômage (Koller, Wade et Gosden, 1980). On peut aussi penser qu'il existe des variations culturelles dans la façon dont les parents réagissent à la situation de chômage de leurs enfants, que ce soit d'un pays à l'autre (Council of Europe, 1972) ou bien entre les différents niveaux socio-économiques.

Organisation du temps libre

À quoi les jeunes chômeurs passent-ils leur temps en dehors de la recherche d'un emploi? Comment s'occupent-ils alors qu'ils ne disposent bien

souvent d'aucun moyen financier? Des données tirées d'entrevues individuelles principalement réalisées en France fournissent des éléments de compréhension de l'utilisation du temps libéré par le chômage, sans toutefois donner d'indices précis sur l'étendue des phénomènes observés et sur leur variabilité d'un individu à l'autre.

Le loisir, traditionnellement perçu comme la récompense du travail, disparaît avec lui. Dans notre culture, le travail constitue un prérequis au loisir. Comme il n'a pas d'emploi, le jeune chômeur n'a donc pas accès au loisir. Ses moyens financiers ne lui permettent pas de consacrer aux sorties et aux achats autant qu'il voudrait. Une enquête réalisée en Australie et comparant un groupe de jeunes au chômage et un groupe de jeunes occupant un emploi révèle que les jeunes chômeurs allaient moins souvent au cinéma que les autres, lisaient moins les journaux, faisaient moins de sport et sortaient moins avec leurs amis. En revanche, ils dormaient plus durant le jour et passaient plus de temps à ne rien faire (Turtle, Cranfield, Halse-Rogers, Reuman et Williams, 1978).

Pour bon nombre de chômeurs, le temps libre est un temps vide. Les occupations ne servent qu'à tuer le temps, attendre la fin de la journée, sans avoir eu l'impression de vivre. Plusieurs passent plus de temps à regarder la télévision (Kosky, 1980; Rapoport et Rapoport, 1975). D'autres ont l'impression de tourner en rond (Galland et Louis, 1978; Mathey, 1976). L'ennui résultant de cet excès de temps libre fait que le moindre effort devient une source de fatigue; cela conduit souvent le jeune chômeur à négliger son apparence physique (Schneider, 1977).

Plusieurs tentent de surmonter leur situation en se trouvant une alternative au travail, qu'il s'agisse d'une plus grande implication dans la communauté (Koller, Wade et Gosden, 1980) ou du développement de passe-temps personnels (Mathey, 1976). Même si ces activités permettent d'exercer une fonction sociale réelle (mais hors du travail salarié) ou si elles correspondent à des goûts profonds, on ne peut s'y adonner pleinement parce que l'essentiel est de trouver du travail. Il ne peut s'agir que d'une solution temporaire. Il semblerait que plus la valeur accordée au travail est grande, plus il est difficile d'accepter une alternative au travail (Galland et Louis, 1978).

Pourtant, en raison de leur âge, les jeunes adopteraient plus facilement un statut de substitution que les chômeurs plus âgés. Ils ont l'avantage de pouvoir se conformer aux modèles de comportement directement issus de leur vie d'étudiant. Mais cet avantage ne compense pas leur désir d'accéder au statut d'adulte, statut conféré par le fait d'avoir un emploi (Schnapper, 1981). La situation est quelque peu différente pour ceux qui ont exercé pen-

dant un certain temps une activité professionnelle car ils ont déjà accédé au monde adulte et abandonné les comportements propres aux plus jeunes.

En raison des contraintes financières, plusieurs activités comme les sorties et les sports sont supprimées. Comme beaucoup de jeunes n'ont pas accès aux prestations de chômage, le peu d'argent disponible sera consacré en priorité à la recherche d'emploi. Les rapports avec leurs amis qui travaillent deviennent plus difficiles; d'abord parce que les rythmes de vie des chômeurs et des travailleurs sont différents et ensuite parce qu'ils ne sont pas sur un plan d'égalité au niveau financier. Cela introduit dans les activités communes une dépendance qui crée un malaise (Galland et Louis, 1978). L'argent est un élément primordial pour participer à des activités avec les amis (Braun, 1979). L'impossibilité de discuter ensemble de leur expérience de travail contribue aussi à distendre les relations avec leurs amis (Rapoport et Rapoport, 1975). Les relations nouées sur les lieux de travail tendent à se dissoudre (Galland et Louis, 1978). Souvent, la famille devient le lieu privilégié des relations avec les autres.

Dans une enquête sur la pauvreté en Australie (Jordan, 1975, rapportée par Winschuttle, 1979), l'ennui et le manque d'activités étaient considérés comme les deux pires effets du chômage chez les moins de 25 ans. Chez ce groupe d'âge, la perte d'occasion pour les interactions sociales était plus fortement soulignée que pour les chômeurs de plus de 25 ans.

Tout ce qui marque habituellement le temps disparaît avec la perte d'emploi ou l'arrêt de la scolarité. Le chômage provoque la désorganisation du temps quotidien; l'emploi du temps n'est plus répétitif, il doit être réinventé tous les jours. N'étant plus marqué de point de repères, le temps paraît très long et est difficile à maîtriser: on le subit plutôt (Mathey, 1976). L'absence d'une activité organisant la vie quotidienne vient perturber les rythmes biologiques (Rapoport et Rapoport, 1975). La désorganisation du temps entraîne l'incapacité d'utiliser le temps disponible pour entreprendre des activités organisées (Schnapper, 1981).

Le chômage prive aussi l'individu des points de repères spatiaux de son existence. Étudier ou avoir un emploi impliquent une présence répétée presque tous les jours dans les mêmes lieux. Cela est supprimé dès que l'on se retrouve en situation de demandeur d'emploi. Le manque de moyens financiers et la diminution des relations sociales réduisent souvent l'espace fréquenté au domicile.

Attitudes politiques et sociales

Des craintes ont été exprimées à l'effet que le chômage chez les jeunes entraînerait une radicalisation de leurs attitudes envers la société. Selon cette hypothèse, les jeunes ne pouvant trouver du travail ressentiraient une frustration leur faisant rejeter le blâme de leur situation sur la société.

Cette hypothèse semble n'avoir été testée qu'auprès d'un groupe de jeunes ayant une formation collégiale (Derber, 1978, 1979). On voulait voir si des jeunes instruits et en situation de chômage ou de sous-emploi exprimaient leur mécontentement sous forme d'attitudes politiques et s'ils étaient portés à interpréter leur problème de façon radicale. Cette attitude résulterait de leurs aspirations professionnelles élevées. Leurs attentes auraient développé chez eux une conception du droit au travail, c'est-à-dire le droit d'avoir un emploi reflétant les préférences et les habiletés personnelles. Le sentiment d'être privés d'une chose à laquelle ils ont droit engendrerait donc une réaction de blâme envers la société. Ceux qui ne se blâment pas personnellement pour la perte de leur emploi seront plus portés à être radicaux. Les résultats obtenus montrent une forte croyance dans le droit au travail chez les jeunes interrogés, croyance reliée à l'adoption de vues radicales en ce qui concerne la situation de chômage. On n'observe cependant pas de relation entre la force du droit au travail et la durée du chômage.

L'intérêt de ces données réside dans leur effet sur la mobilisation de comportements collectifs. Le développement d'attitudes radicales envers la société pourrait faire du groupe des chômeurs, qui va en s'accroissant, une force politique potentiellement menaçante. Mais cela est loin d'être démontré. Alors que certains croient que les jeunes chômeurs peuvent être attirés par les organisations révolutionnaires d'extrême-gauche, d'autres perçoivent plutôt chez ceux-ci une aliénation passive. Selon Ridley (1981), les jeunes ne présenteraient aucun signe d'activité politique dirigée contre l'ordre existant; bien plus, il cite une récente enquête réalisée en Angleterre et révélant que 85% des jeunes interrogés n'avaient aucune conviction politique. Selon l'auteur, le vrai danger résiderait plutôt dans la possibilité que ces jeunes, rejetés par le monde du travail, et sans activité pour occuper leur temps libre, cèdent à une violence et une destruction aveugles.

Une enquête menée en 1976 aux États-Unis auprès de prestataires d'assurance-chômage révèle que les chômeurs ne constituent pas un groupe homogène en regard de leurs attitudes politiques et que la durée du chômage a peu d'effet sur celles-ci. Les individus au chômage répondent différemment aux efforts d'organisation, mais parmi eux, les jeunes et les membres

des groupes minoritaires pourraient répondre favorablement aux tentatives de regroupement dans des organisations de gauche (Ropers et Koning, 1977).

S'il est difficile de démontrer que leur situation pousserait les jeunes chômeurs à des comportements anti-sociaux organisés, il est par contre évident que le chômage contribue à les marginaliser. Une certaine propagande reportant sur les chômeurs eux-mêmes la responsabilité de leur situation et dénonçant les abus du chômage renforce ce sentiment d'exclusion (Alaluf, 1978). Beaucoup de jeunes sont ainsi rejetés sur le marché de l'emploi parallèle, en dehors du marché normal de l'emploi et où ils ne trouvent que des emplois non qualifiés, mal rémunérés et de courte durée. Ils se retrouvent souvent en dehors de toute possibilité de participation institutionnelle à la vie sociale.

Dans l'enquête réalisée par Schnapper (1981) auprès de chômeurs de tout âge, ceux-ci n'avaient jamais évoqué d'options politiques ou le désir de traduire en options politiques le désarroi causé par leur condition. Selon elle, le chômage se définirait en termes d'anomie et de marginalisation plutôt qu'en termes de révolte ou de mobilisation collective. Le chômage est une situation individuelle dans laquelle chacun se définit précisément par la solitude.

Galland et Louis (1978) reconnaissent eux aussi que l'accroissement du nombre des chômeurs ne semble pas avoir contribué à la formation d'une identité collective. Le principe même d'une organisation autonome des chômeurs qui porterait des revendications spécifiques à ce groupe est exclu. Cela signifierait que l'on accepte de se reconnaître et d'être reconnu comme chômeur alors que c'est avant tout ce que l'on veut masquer. Se regrouper, c'est vouloir rester chômeur. La conjonction de la culpabilisation ressentie et de l'assistance dont ils bénéficient, et l'impossibilité de situer les causes et les responsabilités du chômage, interdisent aux chômeurs toute action revendicative. Dès lors, la tendance dominante de leur comportement, loin d'être celle d'un regroupement, est celle de l'isolement et de la réclusion volontaire. Ils ne voient pas en quoi une organisation collective pourrait faciliter une recherche d'emploi qui est nécessairement individuelle et comment elle pourrait rendre solidaire des gens qui sont par définition concurrents.

Aspirations professionnelles et chances futures d'obtenir un emploi

Les aspirations professionnelles des jeunes ont fait l'objet d'un certain nombre d'études dans le cadre des recherches sur les attitudes face au travail. La modification des aspirations professionnelles suite à l'expérience du

chômage est, par contre, un thème encore peu exploré. Plusieurs expriment leurs craintes à l'effet que le temps passé au chômage favoriserait le développement d'une attitude négative à l'égard du travail.

Selon Winschuttle (1979), un des pires aspects du chômage est qu'il force les jeunes à réévaluer leur avenir et abandonner les plans à long-terme qu'ils avaient envisagés pour leur carrière. Beaucoup ont abandonné la recherche d'un emploi de leur choix et sont prêts à prendre à peu près n'importe quoi.

Une étude menée en Allemagne fédérale auprès de 300 jeunes dont la majorité étaient au chômage montre que la motivation occupationnelle des jeunes était centrée sur deux points: l'intérêt pour une activité amenant une satisfaction personnelle, et la construction d'une position sécurisante pour l'avenir. Comme la sécurité d'emploi devient un élément plus important que l'intérêt personnel dans le travail, cela rend difficile le développement d'une attitude positive à l'égard du travail. Selon Schneider (1977), qui a rapporté cette étude, les jeunes ne seraient pas désintéressés ou non motivés, mais simplement résignés. Cela est facile à comprendre si l'on regarde les perspectives de carrière qui s'offrent à eux.

Des recherches récentes permettent de penser que le rétrécissement du marché de l'emploi est un des multiples facteurs qui ont contribué, chez les jeunes, à une remise en question du travail comme centralité de la vie de l'individu. La montée du chômage, les licenciements, l'absence de perspectives de travail constituent le lot de la majorité des jeunes et les amènent de plus en plus à formuler de nouvelles conceptions et adopter de nouveaux comportements vis-à-vis du travail (Saint-Pierre, 1982).

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE, 1980) note les mêmes caractéristiques chez les jeunes dans leur attitude face au travail. Bon nombre de jeunes chômeurs sans qualification se présentent comme de plus en plus apathiques et coupés de leur environnement social; ils ne cherchent guère à améliorer leurs perspectives de carrière ni à échapper activement aux emplois sans avenir que leur ouvrent leurs faibles qualifications. Malgré le manque de possibilités intéressantes sur le marché local du travail, beaucoup de jeunes issus de familles de faible niveau socio-économique refuseraient de quitter leur localité pour trouver un meilleur emploi¹. Il semblerait que ces jeunes, au moment où ils abordent le marché du travail, se sont déjà conditionnés pour profiter le moins

¹ Cette affirmation est cependant contredite par les données de LUY (1964): ses entretiens auprès de 224 jeunes chômeurs américains de 17 à 22 ans révèlent que 80% d'entre eux sont prêts à déménager pour trouver de l'emploi.

possible des occasions existantes. Ils sont souvent extrêmement réalistes quant à leurs perspectives d'emploi au point d'accepter leur inactivité avec pragmatisme, de supporter le chômage au lieu de l'affronter (OCDE, 1980).

En ce qui concerne les jeunes plus instruits, ils constatent que, dans la conjoncture actuelle, leurs qualifications ne leur valent pas les privilèges auxquels ils s'attendaient. Aussi en éprouvent-ils un sentiment de frustration. Ils sont cependant beaucoup moins enclins à accepter les perspectives limitées qui s'offrent à eux que les jeunes moins favorisés (OCDE, 1980).

Les jeunes femmes, quant à elles, accepteraient des emplois peu satisfaisants d'autant plus facilement qu'elles considèrent leur situation comme temporaire et y voient un moyen d'obtenir des avantages financiers immédiats, ce qui, plus tard, leur permettra d'assumer plus facilement leur rôle d'épouse et de mère (OCDE, 1980). Elles réagissent au chômage en retombant dans leur rôle domestique traditionnel.

Une enquête récente menée en Australie (Brosnan et Wilson, 1978) auprès d'un groupe de jeunes chômeurs sur leurs aspirations professionnelles au moment de quitter l'école et sur les modifications qu'elles ont subies par la suite rapporte cependant que les filles étaient peu disposées à accepter un travail non conforme à leurs qualifications et leurs préférences. Une plus grande proportion de filles que de garçons avaient maintenu le même niveau d'aspirations qu'au moment de quitter l'école. Un nombre plus élevé de garçons avaient diminué leurs exigences d'emploi; la majorité de ceux qui avaient diminué leurs attentes n'avaient pas les qualifications pour répondre à leurs aspirations initiales; ils les modifièrent donc pour s'ajuster à leurs qualifications. Les filles, quant à elles, possédaient toutes, sauf une, les qualifications pour rencontrer leurs attentes initiales.

Il semble que cette recherche soit l'une des rares études empiriques sur le sujet. Elle présente cependant comme inconvénient d'avoir recueilli ses données rétrospectivement en une seule occasion, soit à l'occasion d'une période de chômage. Cette période n'était pas d'égale durée pour tous les répondants et chacun devait évaluer de façon rétrospective ses aspirations professionnelles au moment de quitter l'école.

Quelques chercheurs ont observé qu'une longue période de chômage intervenant au cours des premières années de vie active peut accroître le risque, pour l'intéressé, de connaître par la suite des périodes de chômage (Elwood, 1979; Meyer et Wise, 1979). Cependant, les résultats obtenus dans ces recherches permettent de croire que cet effet s'atténue assez rapidement. Le lien entre le chômage précoce et l'activité ultérieure sur le marché du travail serait dû en partie au manque de confiance en soi engendré par des conditions initiales défavorables (OCDE, 1980).

Tous s'entendent pour dire que le chômage précoce a pour principal effet négatif de réduire les gains futurs (Freeman et Wise, 1979; OCDE, 1980; Stevenson, 1978a, 1978b). Les jeunes qui connaissent de longues périodes de chômage ont évidemment une expérience professionnelle plus restreinte; cela paraît se traduire directement par des gains inférieurs et des perspectives de carrière plus limitées tout au long de leur vie (OCDE, 1980). Les jeunes femmes semblent plus affectées que les jeunes hommes par les effets négatifs d'un chômage précoce (Stevenson, 1978b).

PROBLÈMES SOCIAUX ENGENDRÉS PAR LA SITUATION DE CHÔMAGE

Au-delà de l'expérience individuelle du chômage, cette situation semble favoriser le développement de certaines pathologies sociales. C'est du moins ce qui ressort des craintes exprimées quant aux effets possibles du chômage. Brenner (1976) a montré que les changements dans le taux de chômage ont un impact sur une série d'indicateurs de stress social.

Cette section abordera quelques problèmes ayant fait l'objet d'une investigation auprès de jeunes chômeurs: il s'agit plus spécifiquement de la santé mentale, du suicide, de la consommation de drogues et d'alcool et de la criminalité.

Santé mentale

Les nombreuses réactions psychologiques au chômage (ennui, dépression, apathie, anxiété, baisse de l'estime de soi, sentiment d'échec, d'inutilité, de rejet, isolement social, frustration) donnent à penser que cette situation, si elle se prolonge, peut conduire à un état de crise encore plus profond pour l'individu. Le chômage créerait une situation de stress propice au développement de symptômes révélateurs d'une pathologie mentale.

Plusieurs comparaisons effectuées entre les taux de chômage et les taux d'admission en hôpital psychiatrique sur une période de temps assez étendue ont fait ressortir une relation positive entre les deux variables et ce, pour la population globale (Ahr, Gorodezky et Won Cho, 1981; Brenner, 1973, 1976; Bungener, Horellou-Lafarge et Louis, 1982). Se basant sur les taux de chômage et les taux d'admission en hôpital psychiatrique dans l'État de New York pour les années 1936 à 1970 et stratifiant selon les différents groupes d'âge, Brenner (1976) constate que cette relation vaut aussi pour les 15-24 ans. Répétant la même analyse pour tout le pays pour les années 1940 à 1971, il observe les mêmes résultats pour ce groupe d'âge.

Il faut remarquer que ces taux d'hospitalisation se rapportaient à la population globale et non aux seuls chômeurs, car on a rarement tenu compte du statut occupationnel des gens hospitalisés. Ce type d'étude nous fournit donc un indice global de santé mentale d'une population mais nous renseigne peu sur les problèmes de santé mentale auxquels sont confrontés les jeunes chômeurs en particulier. Il est aussi possible que l'augmentation des taux d'hospitalisation reflète des changements dans l'utilisation des services de santé mentale en fonction du niveau de l'activité économique et du statut occupationnel plutôt qu'une augmentation réelle de l'incidence des maladies mentales (Barling et Handal, 1980).

Les recherches menées spécifiquement chez les jeunes chômeurs sont peu nombreuses. Une enquête réalisée en Angleterre auprès de 437 jeunes, sept mois après qu'ils aient quitté l'école, indique une plus faible santé mentale chez ceux qui sont en chômage, chez les filles en général et chez les membres des classes défavorisées. Chez les jeunes chômeurs, une forte implication vis-à-vis le travail était associée à une faible santé mentale (Stafford, Jackson et Banks, 1980). Un suivi de la même cohorte de jeunes sur une période de deux ans et demi fait ressortir un risque de désordres psychiatriques mineurs plus élevé chez les jeunes qui restent en chômage comparativement à ceux qui ont commencé à travailler ou qui ont continué leurs études (Banks et Jackson, 1982). Avec le temps, le niveau de désordres psychiatriques diminue chez ceux qui ont trouvé du travail alors qu'il augmente chez ceux qui sont demeurés sans emploi.

Gurney (1980a, 1980b) a étudié l'impact du chômage sur le développement psychosocial de jeunes à leur sortie de l'école et tentant d'accéder à leur premier emploi. Il utilise à cette fin un inventaire basé sur les notions d'Erikson concernant les stades psychosociaux de développement du moi. Il recueille des données auprès de 411 jeunes Australiens des deux sexes et âgés en moyenne de 16,5 ans. Il ressort que ceux qui ont trouvé du travail, les filles en particulier, montrent un développement psychosocial significatif alors qu'on n'observe pas de changement chez ceux qui sont retournés à l'école ou sont en chômage. Les différences observées entre les sexes sont importantes. L'auteur conclut en disant que le chômage a un effet inhibiteur sur le développement des jeunes quittant l'école plutôt qu'un effet traumatisant.

Il faut noter que cette enquête ne s'est étendue qu'à quatre mois après la fin de la fréquentation scolaire. Cela donne peu de temps pour que des changements significatifs se produisent. Beaucoup de jeunes devaient avoir l'impression de vivre des vacances estivales prolongées durant cette période plutôt qu'une recherche active d'emploi, mais vaine.

Finalement, une étude australienne a tenté de faire le lien entre le chômage et la dépression chez les jeunes (Feather et Davenport, 1981). Il semble que la dépression soit associée à une forte motivation pour trouver du travail ainsi qu'au fait d'attribuer les difficultés rencontrées dans la recherche d'emploi à des causes extérieures. Les jeunes chômeurs dépressifs seraient moins portés à se blâmer eux-mêmes de leur situation, auraient une plus grande confiance initiale dans la possibilité de trouver du travail et connaîtraient un niveau plus élevé de frustration suite à l'échec de leurs démarches.

Suicide

Après avoir mis en évidence les effets du chômage, il n'est pas difficile d'imaginer qu'un processus impliquant la dépréciation de soi, la dépression, l'ennui et l'isolement social puisse amener certains jeunes à penser au suicide (Harris, 1980). La perspective d'un avenir sans issue en période de stagnation économique vient amplifier cet effet chez le jeune en quête de son autonomie. Les taux de suicide beaucoup plus élevés chez les hommes que chez les femmes et le rôle dominant du travail dans les satisfactions psychologiques et sociales de l'homme font du chômage un facteur possible dans l'étiologie du suicide (Walbran, MacMahon et Bailey, 1965). Plusieurs chercheurs se sont donc penchés sur la relation pouvant exister entre le chômage et le suicide; à cette fin, ils se sont adressés généralement à une population globale et n'ont que rarement isolé le groupe des jeunes.

Le pourcentage des suicides semble beaucoup plus élevé chez les chômeurs que dans la population en général (Fox et Goldblatt, 1982; Krupinski et al., 1977; Sainsbury, 1955; Sathiyathi, 1977). Démontrant que les tentatives de suicide chez les chômeurs avaient atteint des proportions épidémiques dans deux villes de l'Australie, Krupinski et al. constatent que la plus forte incidence de tentative de suicide se retrouvait chez les 15-30 ans, groupe d'âge qui est aussi le plus affecté par le chômage.

Bien que ces études aient montré que le pourcentage des suicides est plus élevé chez les chômeurs, cela ne signifie pas pour autant que le chômage conduise au suicide. Il est possible que les facteurs associés au suicide soient les mêmes que ceux retrouvés chez les populations les plus sujettes au chômage. Le fait de tenir compte des tentatives de suicide et non seulement des suicides réussis constitue un élément intéressant dans l'analyse du problème. Un plus fort taux de suicides réussis dans une tranche spécifique de la population pourrait fausser la représentativité de l'échantillon constitué uniquement des suicides réussis. Ceux qui tentent de se suicider ont sûrement des problèmes semblables à ceux qui ont réussi leur suicide. La diffi-

culté de compilation des données sur les tentatives de suicide doit cependant poser un obstacle à l'utilisation de cet indice. On peut en effet supposer que bon nombre de tentatives ne sont jamais rapportées officiellement. On peut aussi douter de la fiabilité des statistiques officielles de suicide; en raison de la honte sociale qui entoure cet acte, les familles cherchent souvent à masquer cet événement. Cela rend difficile la comparaison entre cultures différentes (et pour lesquelles le suicide n'a pas toujours la même signification) ainsi qu'entre classes sociales (le plus faible taux de suicide observé dans les classes supérieures pouvant résulter de leur propension à cacher cet acte). Cette critique peut être surmontée par l'étude des variations temporelles du taux de suicide en relation avec le taux de chômage. Il n'y a pas de raison pour que la proportion des suicides cachés change d'une année à l'autre. Les variations temporelles observées ne pourraient donc pas être attribuées à ce facteur.

On a donc tenté de démontrer l'existence d'une corrélation temporelle entre les deux variables (Boor, 1980; Eyer, 1977; Eyer et Sterling, 1981; Lester, 1970; Tuckman et Lavell, 1958; Walbran, MacMahon et Bailey, 1965; Winschuttle, 1979). Eyer et Sterling (1981) comparent les taux de suicide et de chômage aux États-Unis pour les années 1870 à 1975. Leur analyse révèle qu'à chaque point culminant du taux de chômage correspond un point culminant de la courbe des suicides chez les hommes en âge de travailler (15-65 ans). Chez les 15-24 ans, la courbe des suicides est similaire à celle des autres groupes d'âge. Selon les auteurs, le taux de suicide serait l'indice le plus saisissant de la relation entre l'insécurité d'emploi et le stress.

Boor (1980) a étudié les variations temporelles des taux de suicide et de chômage pour un certain nombre de pays (Canada, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Suède et États-Unis) entre les années 1962 et 1976. Il voulait démontrer non pas si les chômeurs sont plus portés à se suicider que les gens qui travaillent mais plutôt si les conditions psychologiques et sociales associées à un niveau élevé de chômage étaient aussi associées à un taux élevé de suicide. Cette relation fut étudiée pour les différents groupes d'âge et pour les deux sexes. Chez les 15-24 ans, il note que le taux de suicide augmente parallèlement au taux de chômage pour les États-Unis, le Canada, la France et l'Allemagne. Les variations annuelles du taux de suicide différaient beaucoup d'un groupe d'âge à l'autre. Les 15-24 ans montraient une augmentation continue entre 1965 et 1976 pour le Canada, la France, l'Allemagne, les États-Unis et le Japon alors que les plus âgés montraient des taux relativement stables ou déclinants.

Selon l'auteur, la relation positive observée entre les taux de chômage et de suicide dans plusieurs pays serait attribuable principalement à la rela-

tion entre ces deux variables chez les individus jeunes. Ceux-ci seraient plus vulnérables au chômage que les gens plus âgés qui, eux, sont mieux établis dans leur emploi. Les conditions d'anomie résultant d'un niveau élevé de chômage joueraient aussi un rôle dans le comportement suicidaire des jeunes.

Consommation de drogues et d'alcool

Selon Winschuttle (1979), la faible estime de soi ressentie par les jeunes chômeurs, la diminution de leurs attentes professionnelles et le rejet social que leur inflige le chômage les amènent à vouloir fuir leur environnement et fuir d'eux-mêmes. La consommation de drogues serait un moyen de s'évader d'un univers qui les rejette. Les drogues seraient recherchées non seulement pour les sensations qu'elles procurent mais aussi pour le caractère anti-social qu'elles revêtent.

On a encore peu étudié la relation entre le niveau de chômage et l'usage des drogues. Une étude réalisée en Australie (Winschuttle, 1979) a comparé l'évolution du taux de chômage et du taux de condamnations reliées aux drogues pour les années 1971 à 1976. Les deux variables montraient une augmentation similaire. On a constaté une montée rapide des condamnations dans les régions où le chômage des jeunes était élevé. Cependant, rien ne démontre que le nombre des condamnations reflète correctement l'ampleur du phénomène car beaucoup d'utilisateurs ne sont jamais arrêtés. Une surveillance policière accrue pourrait à elle seule contribuer à augmenter le nombre des condamnations. De plus, on peut penser que la consommation de drogues se serait accrue même s'il n'y avait pas eu de montée du chômage et ce, en raison d'autres changements sociaux. Finalement, une période de six ans semble bien courte pour attribuer l'augmentation de la consommation de drogues, si elle est réelle, à l'augmentation du taux de chômage.

Winschuttle (1979) considère que deux raisons peuvent conduire les jeunes du chômage à l'abus d'alcool: les tensions familiales créées par la situation de chômage et l'absence de services récréatifs dans la communauté font que les jeunes ont peu d'endroits où aller. Les seuls endroits où ils peuvent se retrouver sont les bars et les centres d'achat. À l'heure actuelle, il semble n'exister aucune donnée empirique permettant de vérifier une association positive entre l'augmentation du taux de chômage et l'augmentation de la consommation d'alcool chez le jeune.

Criminalité

L'augmentation de la criminalité est l'effet du chômage auquel on réfère le plus souvent et c'est aussi le thème le plus traité dans la littérature, sans que l'on ne soit encore parvenu à un consensus. En considérant les jeunes de 15 à 24 ans, les termes de délinquance et de criminalité s'appliquent tous deux puisque la délinquance, comme concept légal, ne réfère qu'aux offenses commises par les moins de 18 ans.

De nombreuses études réalisées dans plusieurs pays ont tenté de vérifier l'existence d'une corrélation temporelle entre les taux de chômage et de criminalité. Il s'en dégage des résultats inconsistants sans doute en raison de la diversité des indices de crime et des indices de chômage utilisés.

Employant un indice global de chômage plutôt que le chômage spécifique au groupe d'âge étudié, les premières études américaines suggèrent l'existence d'une relation inverse entre le chômage et la criminalité chez les jeunes, que l'on utilise un indice global de crime (Bogen, 1944) ou uniquement les crimes contre la propriété (Glaser et Rice, 1959). Ces deux études associent la diminution de la criminalité juvénile en période de chômage élevé au fait que les parents, maintenant sans emploi, ont plus de temps pour s'occuper de leurs enfants. Mais d'après une étude australienne récente, le chômage des parents n'aurait pas plus d'effet sur la délinquance que le chômage des jeunes (Kraus, 1979).

Partant du raisonnement que les activités criminelles des jeunes représentent plutôt des alternatives à l'utilisation légitime de leur temps libre, Fleisher (1963) observe une relation positive entre le chômage et la criminalité. Il constate de plus une correspondance entre les taux d'abandon scolaire, d'arrestation et de chômage; les taux les plus élevés se situent à l'âge de 16 ans. Ce serait l'âge auquel se prend le plus grand nombre de décisions de quitter l'école chez des jeunes probablement peu enclins à s'engager dans une activité légitime. Selon une étude citée par le même auteur, le taux de criminalité des jeunes ayant abandonné l'école serait environ trois fois plus élevé que pour ceux qui continuent de la fréquenter. On peut cependant noter que les jeunes abandonnant tôt l'école proviennent surtout des milieux socio-économiques défavorisés et que ce dernier facteur est peut-être aussi associé au taux plus élevé de criminalité parmi ces jeunes.

Les résultats d'une étude canadienne (Ross, 1974) indiquent une relation positive nette entre les mauvaises conditions économiques et les crimes contre la propriété ainsi que les crimes de violence. On explique cette relation par le niveau élevé de frustration émanant de l'incapacité des jeunes à atteindre leurs buts de façon légitime.

La diminution du taux de participation à la main-d'oeuvre aurait aussi pour effet d'augmenter le taux de crimes contre la propriété chez les jeunes (Phillips, Votey et Maxwell, 1972). Les auteurs de cette étude constatent que les jeunes qui ne travaillent pas ont un taux de criminalité plus élevé, et ceux qui ne font pas partie de la main-d'oeuvre ont un taux de criminalité plus élevé que ceux qui en font partie. On conclut que les perspectives d'emploi constituent un facteur-clé pour expliquer la criminalité juvénile. L'utilisation des mêmes variables par Payne (1978) conduit à des résultats similaires.

Bien qu'il n'observe pas de relation entre les taux de chômage et de délinquance chez les jeunes hommes sur une période de 14 ans, Kraus (1979) note cependant qu'il y a deux fois plus de chômeurs parmi les jeunes qui ont commis des offenses criminelles que dans le reste de la population du même âge. Cette dernière observation est en accord avec la plupart des études et semble n'être qu'un reflet des conditions sociales locales, car la majorité des délinquants proviennent de régions où le chômage et la délinquance sont tous deux élevés.

Il semble que les crimes contre la propriété constituent la plus importante composante des arrestations pour crimes sérieux commis par les jeunes. Les moins de 25 ans seraient responsables d'un plus grand nombre de crimes contre la propriété que leur importance dans la population le laisserait penser: bien que ce groupe d'âge constitue 43% de la population américaine en 1960, il était responsable de près de 90% des arrestations pour vols d'auto et de plus de 60% des arrestations pour les autres crimes contre la propriété (Fleisher, 1963).

Dans une optique pluricausale de la criminalité, plusieurs recherches ont considéré une série de facteurs sociaux susceptibles d'intervenir dans la relation entre le chômage et la criminalité (Krohn, 1976; Schmid, 1960). Brown, McCulloch et Hiscox (1972) constatent une très forte corrélation entre une série d'indices de crime et le chômage, la pauvreté et le logement en HLM ainsi qu'une corrélation négative avec le fait d'être propriétaire. Les différents facteurs identifiés ne sont pas nécessairement des explications causales mais sont plutôt le reflet d'une certaine façon de vivre dans une communauté donnée.

Dans une revue critique des études sur le sujet, Guttentag (1968) rapporte une recherche suggérant que la délinquance serait liée à l'anomie plutôt qu'aux conditions sociales environnantes. Ainsi, les changements sociaux rapides et les déplacements importants de population accompagnant les périodes de forte croissance économique favoriseraient aussi une montée des taux de criminalité. Ce raisonnement serait en accord avec les données

de Von Dohnanyi (1978) sur l'Allemagne fédérale qui montrent que les taux de délinquance, pour la plupart des offenses, ont diminué durant les années 70 alors qu'ils avaient augmenté durant les années 60 pourtant plus prospères. L'analyse des statistiques des régions de Munich et Duisburg-Hamburg montrait aussi une nette tendance au déclin des taux de délinquance malgré une augmentation du chômage durant les années 70 (Von Dohnanyi, 1978, cité par Gordon et Trow, 1979).

Le manque de concordance des résultats sur la relation entre le chômage et la criminalité peut être attribué à plusieurs facteurs: en plus de la diversité des indices de crime et des indices de chômage utilisés, il s'agit des multiples sources d'erreurs contenues dans les statistiques de criminalité juvénile, des variations entraînées par les décisions administratives tels les changements dans les procédures de rapport et de Cour, dans le niveau d'attention accordée par la police à certains types de crimes et les modifications au niveau de la loi, et finalement les changements dans l'opinion sociale. Il semble aussi que les occasions pour commettre certains types de crime diminuent en période de récession: par exemple, Woods (1978) a fait remarquer que la diminution de l'utilisation des véhicules motorisés en période de récession entraîne un déclin des offenses commises sur la route. Les taux de criminalité répondent donc à une multitude de conditions sociales même si le nombre de crimes commis par les jeunes ne varie pas (Guttentag, 1968).

Glaser (1979) passe en revue les recherches qui ont tenté de relier les variables socio-culturelles au taux de chômage des jeunes et à leur taux de criminalité. Il croit que les études sur le chômage des jeunes et le crime devraient tenir compte de trois facteurs importants: la séparation sociale des jeunes d'avec les adultes, la catégorisation des étudiants selon leur réussite scolaire et leur intelligence et la criminalisation futile de l'usage de certaines drogues. Ces facteurs s'ajouteraient au chômage pour accroître la criminalité chez les jeunes et seraient aussi fortement responsables du fait que certains jeunes ne sont pas employables.

CONCLUSION

Cet examen de la littérature sur les effets du chômage chez les jeunes nous donne une vision d'ensemble des connaissances actuelles. Sans doute en raison de l'intérêt récent pour ce problème, on constate que la majorité des recherches l'ont abordé de façon parcellaire, privilégiant un ou quelques-uns de ses nombreux aspects. Le lien entre les conséquences observées au niveau de l'individu et celles au niveau de la collectivité (soit une aggravation de certaines pathologies sociales) a très peu été fait. Cela peut être dû

au caractère exploratoire et descriptif des recherches effectuées jusqu'à maintenant. Même si certaines études ont tenté de vérifier l'existence d'une relation causale, leur analyse a porté sur un aspect bien spécifique des conséquences du chômage, par exemple l'estime de soi, le suicide ou la criminalité. Il semble qu'aucune grille d'analyse tenant compte des multiples composantes du problème n'ait été élaborée.

Il est remarquable que la presque totalité des études aient évité le sujet des ressources financières du jeune chômeur. C'est comme si le fait d'habiter chez ses parents le mettait à l'abri des besoins et des difficultés financières. Pourtant, les jeunes sont parmi les plus sollicités actuellement par le monde de la consommation. Cette incitation à dépenser et l'étalage de biens matériels dont ils sont témoins, alors que la société ne leur offre aucune possibilité de gagner leur vie, ne peuvent qu'engendrer chez eux un profond sentiment de frustration. Il est alors facile de comprendre que plusieurs soient tentés d'utiliser des moyens peu légitimes pour parvenir à leurs fins. Ceux qui ont étudié la criminalité chez les jeunes en relation avec le chômage n'ont à peu près pas considéré ce facteur. Beaucoup de jeunes n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage soit parce qu'ils n'ont pas encore travaillé ou qu'ils ont occupé un emploi durant une période de temps trop courte. Ne serait-ce que pour chercher efficacement du travail, il faut un minimum de ressources. Il serait donc justifié de se pencher sur les difficultés financières éprouvées par les jeunes sans emploi et leur impact possible sur leur moral et sur l'accroissement du suicide et de la criminalité dans cette tranche de la population.

Les autres ressources tels les systèmes de support dont le jeune peut bénéficier et qui pourraient l'empêcher de sombrer dans une pathologie sociale spécifique ont aussi été peu étudiées. Les parents, les amis et les organismes sociaux ont pourtant un rôle déterminant dans les attitudes et les comportements du jeune en situation de chômage. L'expérience du chômage se définit en bonne partie par l'intégration sociale et l'intégration familiale. Ces éléments devraient être considérés dans l'étude des réactions face au chômage ainsi que dans l'analyse des pathologies sociales qui peuvent en découler. En lui fournissant leur appui durant cette période difficile, ces systèmes de support auraient pour effet de prémunir le jeune chômeur contre des problèmes tels que le suicide, la criminalité, les maladies mentales et l'abus d'alcool et de drogues. Mais ce facteur n'a pas encore été intégré dans la problématique d'étude de la criminalité, indice de pathologie sociale le plus documenté jusqu'à maintenant.

Comme le chômage des jeunes risque de demeurer élevé durant plusieurs années encore, la mise en place de programmes sociaux permettant

aux jeunes de s'engager dans des activités significatives pour eux ainsi que de programmes d'intervention pour ceux qui connaissent des difficultés d'ordre psychosocial constituerait des éléments de support susceptibles d'aider les jeunes à passer à travers la crise actuelle au niveau de l'emploi.

Dans le cas de la criminalité comme pour les autres pathologies sociales étudiées, on a souvent tenté d'établir une corrélation simple et directe avec le chômage en ne considérant que rarement les autres facteurs susceptibles d'affecter cette relation. Ces études sont très vulnérables parce qu'elles dépendent de la fiabilité des données statistiques recueillies. D'autres modalités d'analyse devraient être définies en prenant en considération les caractéristiques du milieu dans lequel évolue le jeune chômeur. Les études écolologiques telle celle de Schmid (1960) sur la criminalité ont abordé le problème de cette façon.

Il y aurait ainsi lieu d'examiner plus à fond le lien dégagé entre l'abandon scolaire et la criminalité. La mise en évidence d'une relation importante entre ces deux variables justifierait l'adoption de mesures visant à identifier les décrocheurs potentiels afin de prévenir les abandons prématurés.

Peu d'études ont tenté d'évaluer l'impact différentiel du chômage des jeunes selon leur milieu socio-économique, leur niveau d'instruction et leur expérience professionnelle antérieure. Ces facteurs peuvent influencer de diverses façons les réactions au chômage et rendre ainsi difficile la généralisation des phénomènes observés à l'ensemble des jeunes chômeurs comme s'il s'agissait d'un groupe homogène. Le fait de tenir compte de la diversité des expériences du chômage pourra amener une meilleure compréhension de ses conséquences.

Si les effets à court-terme du chômage des jeunes commencent à être documentés, notre connaissance de ses effets à long-terme est à peu près nulle. Nous ne savons pas combien de temps le jeune sera affecté par une expérience de chômage précoce et/ou par la constatation que l'avenir lui offre si peu de perspectives de carrière. Ce dernier facteur est susceptible d'affecter non seulement les jeunes sans emploi mais aussi ceux qui sont encore aux études. Ces deux facteurs auront-ils un effet négatif durable sur les aspirations professionnelles et sur la motivation au travail des jeunes? La mise sur pied d'une étude longitudinale des attitudes face au travail d'une cohorte de jeunes nous aiderait à répondre à ces interrogations.

L'étude des conséquences du chômage pourra apporter un éclairage nouveau sur la motivation au travail. Au-delà du rôle du travail comme moyen de gagner sa vie, il semble que celui-ci agisse comme support psycho-

logique important pour l'individu, même lorsque les conditions de travail sont mauvaises. C'est pourquoi le chômage a des conséquences négatives si importantes.

Une meilleure connaissance des conséquences du chômage pourra aussi permettre d'en évaluer les coûts sociaux, qu'il s'agisse de la perte d'années de vie productive ou d'une plus grande prise en charge par la société résultant de l'accroissement de pathologies sociales telles la criminalité et les maladies mentales.

Bibliographie

AHR, P.R., M.J. GORODEZKY et D. WON CHO, «Measuring the Relationship of Public Psychiatric Admissions to Rising Unemployment», *Hospital and Community Psychiatry*, 32, 6, 1981, pp. 398-401.

ALALUF, M., «Le travail et la jeunesse», in *Le travail des jeunes: intégration ou déviance?* Colloque tenu à Bruxelles les 9 et 10 mars 1978 par le Centre d'étude de la délinquance juvénile, Bruxelles, 1978, pp. 9-15.

BALAZS, G., «Recherche d'emploi et chômage en début de vie active», *Cahiers du Centre d'Études de l'emploi*, Paris, Presses Universitaires de France, no 20, 1980, pp. 11-98.

BANKS, M.H. et P.R. JACKSON, «Unemployment and Risk of Minor Psychiatric Disorder in Young People: Cross-Sectional and Longitudinal Evidence», *Psychological Medicine*, 12, 1982, pp. 789-798.

BARLING, P.W. et P.J. HANDAL, «Incidence of Utilization of Public Mental Health Facilities as a Function of Short Term Economic Decline», *American Journal of Community Psychology*, 8, 1980, pp. 31-39.

BELLEMARE, D. et L. POULIN-SIMON, *Le plein emploi: pourquoi?* Montréal, Presses de l'Université du Québec, Institut de recherche appliquée sur le travail, 1983.

BLANCHARD, F., Rapport du directeur général, *Conférence internationale du Travail, 68e session*, Genève, Bureau International du Travail, 1982.

BOGEN, D., «Juvenile Delinquency and Economic Trend», *American Sociological Review*, 9, 1944, pp. 178-184.

BOOR, M., «Relationships Between Unemployment Rates and Suicide Rates in Eight Countries, 1962-1976», *Psychological Reports*, 47 (3 Pt 2), 1980, pp. 1095-2001.

BRAUN, F., «Youth Unemployment in West-Germany — The Psycho-Social Aspect; *Research in Education*, 21, 1979, pp. 41-54.

BRENNER, M.H., *Estimating the Social Costs of National Economic Policy: Implications for Mental and Physical Health, and Criminal Aggression*, A study prepared for the Joint Economic Committee, Congress of the United States, Washington, U.S. Government Printing Office, 1976.

BRENNER, M.H., *Mental Illness and the Economy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1973.

BRIZAY, B., *Qu'est-ce qu'un chômeur?*, Paris, Le Livre de Poche, Collection Pluriel, 1979.

BROSNAN, P. et K.G. WILSON, «The Labour Market Behaviour and Characteristics of a Group of Young Unemployed», *Journal of Industrial Relations*, 20, 1976, pp. 331-349.

BROWN, M.J., J.W. McCULLOCH et J. HISCOX, «Criminal Offences in an Urban Area and their Associated Social Variables», *British Journal of Criminology*, 12, 3, 1972, pp. 250-268.

BUNGENER, M., C. HORELLOU-LAFARGE et M.V. LOUIS, *Chômage et santé. L'état de santé d'une ville en chômage*, Fougères (Ille et Vilaine), Paris, Éditions Économica, 1982.

COHN, R.M., *The Consequences of Unemployment on Evaluations of Self*, Ph. D. Thesis, University of Michigan, 1977.

COUNCIL OF EUROPE, SOCIAL COMMITTEE, *Unemployment among Young People and its Social Aspects*; Report by the Study Group of the 1970 co-ordinated Social Research Fellowships Programme, Strasbourg, Council of Europe, 1972.

DERBER, C., «Underemployment and the American-Dream-Underemployment Consciousness and Radicalism among Young Workers», *Sociological Inquiry*, 49, 4, 1979, pp. 37-44.

DERBER, C., «Unemployment and the Entitled Worker: Job-Entitlement and Radical Political Attitudes among the Youthful Unemployed», *Social Problems*, 26, 1, 1978, pp. 26-37.

ELWOOD, D., *Teenage Unemployment: Permanent Scars or Temporary Blemishes?*, Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research, Working Paper no 399, 1979.

EYER, J., «Prosperity as a Cause of Death», *International Journal of Health Services*, 7, 1, 1977, pp. 125-149.

EYER, J. et P. STERLING, «Organisation sociale, stress et surmortalité», in L. Bozzini, M. Renaud, D. Gaucher, J.L. Llambias-Wolff, *Médecine et société: les années 1980*, Laval, Québec, Éditions Coopératives Albert Saint-Martin, 1981, pp. 177-233.

FEATHER, N.T. et P.R. DAVENPORT, «Unemployment and Depressive Affect: A Motivational and Attributional Analysis», *Journal of Personality and Social Psychology*, 39, 1981, pp. 423-436.

FLEISHER, B.M., «The Effect of Unemployment on Juvenile Delinquency», *Journal of Political Economy*, 71, 1963, pp. 543-555.

FOX, J. et P. GOLDBLATT, *Longitudinal Study: Socio-Demographic and Mortality Differentials, 1971-75*, London, Her Majesty Service Office, 1982.

FREEMAN, R.B. et D.A. WISE, *Youth Unemployment*, Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research, NBER Summary Report, 1979.

- GALLAND, O. et M.V. LOUIS, *Les jeunes chômeurs*, Paris, Centre de recherches «Travail et Société», Université Paris IX-Dauphine, 1978.
- GIRARD, M., H. GAUTHIER ET A. VINET, *Les jeunes québécois et le travail; rapport d'étape*, Québec, Office de planification et de développement du Québec, Collection Études et Recherches, 1978.
- GLASER, D., «Economic and Sociocultural Variables Affecting Rates of Youth Unemployment, Delinquency, and Crime», *Youth and Society*, 11, 1, 1979, pp. 53-82.
- GLASER, D. et K. RICE, «Crime, Age and Employment», *American Sociological Review*, 24, 1959, pp. 679-686.
- GORDON, M.S. et M. TROW, *Youth Education and Unemployment Problems, An International Perspective*, Berkeley, Carnegie Council on Policy Studies in Higher Education, 1979.
- GURNEY, R.M., «Does Unemployment Affect the Self-Esteem of School-Leavers?», *Australian Journal of Psychology*, 32, 3, 1980 a), pp. 175-182.
- GURNEY, R.M., «The Effects of Unemployment on the Psycho-Social Development of School-Leavers», *Journal of Occupational Psychology*, 53, 3, 1980 b), pp. 205-213.
- GUTTENTAG, M., «The Relationship of Unemployment to Crime and Delinquency», *Journal of Social Issues*, 24, 1, 1968, pp. 105-114.
- HARRIS, R.D., «Unemployment and its Effects on the Teen-Ager», *Australian Family Physician*, 9, 8, 1980, pp. 546-553.
- HAYES, J. et P. NUTMAN, *Understanding the Unemployed. The Psychological Effects of Unemployment*, London, Tavistock Publications, 1981.
- HILL, J.M.M., *The Social and Psychological Impact of Unemployment: A Pilot Study*, London, Tavistock Institute of Human Relations, 1977.
- JORDAN, A., *Long-Term Unemployed People Under Conditions of Full Employment*, Canberra, Commission of Inquiry into Poverty, AGPS, 1975.
- KOLLER, K., R. WADE et S. GOSDEN, «Youth Unemployment: the Special Case of Young Women», *Australian Journal of Social Issues*, 1, 1980, pp. 43-48.
- KOSKY, R., «Unemployment and the Mental Health of Adolescents», *Australian Family Physician*, 9, 12, 1980, pp. 845-848.
- KRAUS, J., «Juvenile Unemployment and Delinquency», *Australian and New Zealand Journal of Criminology*, 12, 2, 1979, pp. 37-42.
- KROHN, M.D., «Inequality, Unemployment and Crime: A Cross-National Analysis», *Sociological Quarterly*, 17, 1976, pp. 303-313.
- KRUPINSKI, J. et al., *Attempted Suicide: Report to Victorian Minister for Health*, Victorian Mental Health Authority, 1977.
- LE MOUEL, J., «Le chômage des jeunes: des vécus très différents», *Sociologie du Travail*, 81, 2, 1981, pp. 163-172.
- LESTER, D., «Suicide and Unemployment», *Archives of Environmental Health*, 20, 1970, pp. 277-278.

- LEVINE, S.V., «The Psychological and Social Effects of Youth Unemployment», *Children Today*, 8, 6, 1979, pp. 6-9, 40.
- LUY, J.A., *Background, Occupational Aspirations and Attitudes of Unemployed Youth in a MDTA Program in St-Louis, Missouri*, Ph. D. Thesis, University of Missouri, 1964.
- MARCHÉ DU TRAVAIL (LE), Québec, Centre de Recherche et de Statistiques sur le Marché du Travail, 3, 3, mars 1982, 9 p.
- MATHEY, C., «Recherche de travail et temps de chômage; interviews de 50 jeunes travailleurs privés d'emploi», *Cahiers du Centre d'Études de l'emploi*, Paris, Presses Universitaires de France, no 15, 1976, pp. 479-658.
- MELLOT, J.L. et R.H. MOREDOCK, *Modeling Crime and Unemployment*, Paper presented at the 55th annual meeting of the Southwestern Sociological Association, April 1980, 2-5, Hayatt Regency Hotel, Houston, Texas.
- MELVYN, P. et D.H. FREEDMAN, «Le chômage des jeunes: aggravation», in D.H. Freedman (ed.), *Emploi: faits et réflexions*, Genève, Bureau International du Travail, 1980, pp. 91-104.
- MEYER, R.H. et D.A. WISE, *High School Preparation and Early Labor Force Experience*, Cambridge, Mass., National Bureau of Economic Research, Working Paper no 342, 1979.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Le chômage des jeunes: causes et conséquences*, Paris, OCDE, 1980.
- PAYNE, W.J., *Structural Effects of Unemployment on Juvenile Delinquency and Crime Rates: A Synchronic Cross-Sectional Analysis*, Ph. D. Thesis, University of Southern California, 1978.
- PHILLIPS, L., H.L. VOTEY et D. MAXWELL, «Crime, Youth and the Labour Market», *Journal of Political Economy*, 80, 1972, pp. 491-504.
- RAPOPORT, R. et R.N. RAPOPORT, *Leisure and the Family Life Cycle*, London, Routledge and Kegan Paul, 1975, pp. 144-148.
- RIDLEY, F.F., «View from a Disaster: Unemployed Youth in Merseyside», *Political Quarterly*, 52, 1, 1981, pp. 16-27.
- ROPER, R.H. et S.M. KONING, *The Unemployed: Anomic or Revolutionary? An Empirical Examination*, Paper presented at the 27th annual meeting of the Society for the Study of Social Problems, Sept. 2-4 1977, Drake Hotel, Chicago.
- ROSS, M., «Economic Conditions and Crime — Metropolitan Toronto 1965-1972», *Criminologie Made in Canada*, 2, 1974, pp. 27-41.
- ROUSSELET, J., *L'allergie au travail*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points Actuels, 1974.
- SAINSBURY, P., *Suicide in London*, London, Chapman et Hall, 1955.
- SAINT-PIERRE, C., «Les jeunes et le travail: remise en question ou fuite en avant?», *Revue internationale d'action communautaire*, 8, 1982, pp. 158-164.
- SATHYVATHI, K., «Suicides Among Unemployed Persons in Bangalore», *Indian Journal of Social Work*, 37, 4, 1977, pp. 385-392.

- SCHMID, C.F., «Urban Crime Areas», *American Sociological Review*, 25, 1960, 517-542 (partie 1) et 655-678 (partie 2).
- SCHNAPPER, D., *L'épreuve du chômage*, Paris, Éditions Gallimard, Collection Idées, 1981.
- SCHNEIDER, G., *Youth Unemployment: Social Aspects and Attitudes*, Genève, Bureau international du travail (document non publié), 1977.
- STAFFORD, E.M., P.R. JACKSON et M.H. BANKS, «Employment, Work Involvement and Mental Health in Less Qualified Young People», *Journal of Occupational Psychology*, 53, 4, 1980, pp. 291-304.
- STEVENSON, W., «Causes and Consequences of Youth Unemployment», *USA Today*, 107, 2398, 1978 a), pp. 45-46.
- STEVENSON, W., «The Relationship Between Early Work Experience and Future Employability», in A.V. Adams et G.L. Mangum, *The Lingering Crisis of Youth Unemployment*, Kalamazoo, Michigan, W.E. Upjohn Institute for Employment Research, 1978 b), pp. 93-124.
- TUCKMAN, J. et M. LAVELL, «Study of Suicide in Philadelphia», *Public Health Report*, 73, 1958, pp. 547-553.
- TURTLE, A., D. CRANFIELD, D. HALSE-ROGERS, B. REUMAN et J. WILLIAMS, «Life — Not in It: A Psychological Comparison of Employed and Unemployed Sydney Youth», *Vocational Guidance Bulletin*, no 4, March 1978.
- VAN DAMME, J., «L'accès au travail, facteur d'intégration et de maturation», in *Le travail des jeunes: intégration ou déviance?*, Bruxelles, Colloque tenu à Bruxelles les 9 et 10 mars 1978 par le Centre d'étude de la délinquance juvénile, pp. 17-44.
- VON DOHNANYI, K., *Education and Youth Employment in the Federal Republic of Germany*, Berkeley, Carnegie Council on Higher Education, 1978.
- WALBRAN, B., B. MacMAHON et A.E. BAILEY, «Suicide and Unemployment in Pennsylvania, 1954-1961», *Archives of Environmental Health*, 15, 1965, pp. 11-15.
- WINSCHUTTLE, K., *Unemployment: A Social and Political Analysis of the Economic Crisis in Australia*, London, Penguin Books, 1979.
- WOODS, G., *Unemployment and Crime: A General Perspective*, Sydney (Australie), Paper to seminar on Unemployment and crime, Institute of Criminology, Faculty of Law, University of Sydney, July 1978.

Unemployment and the Young: Psychological and Social Consequences

This review of literature is based on the psychological and social consequences of unemployment among people under 25, and covers Australia, France, the U.K. and the U.S.A. The first part deals with changes brought on by unemployment among young people and the second, with social problems created by it.

There is some similarity in the stages through which the young unemployed pass after losing jobs or after failing to find them. Repeated failure creates psychological changes among the young in which fear of rejection or failure and the desire to avoid them become predominant motivations. As a result, they cease to look for work and create defensive mechanisms such as the acceptance of marginal status and resignation concerning their situation. One also observes an important decrease in self-esteem. There is, however, a great diversity of reaction depending on the value placed on work.

The family becomes a support structure for the young unemployed. Inactivity and lack of financial resources make them dependent on their families, causing problems of reluctant dependence and remorse, and resulting often in deterioration of family relationships.

The study of leisure time reveals that the young unemployed have less diversions than others, because of their weak financial position. Their relations with friends deteriorate, and they have a tendency to isolate themselves. Unemployment causes disorganization of time and, in turn, boredom.

Political and social attitudes are also affected. Some believe the frustration felt by the young unemployed could lead them to adopt radical views, with possible effects for collective action against constituted authority. Others feel, because of the individual nature of unemployment, that the unemployed sink into inactivity and marginalization.

Unemployment among the young can also result in a reduction of professional aspirations. As regards the future, unemployment increases the risk of later periods of unemployment and reduced future income.

Beyond individual experience, this situation appears to favour the development of certain social pathologies. Unemployment might create a state of anxiety and depression increasing the risk of psychiatric disorders and the risk of suicide.

An attempt has been made to establish a relationship between the consumption of drugs and alcohol during the past few years and the rise of unemployment among the young, but no serious study has as yet come to light.

The link between unemployment and crime among the young is the question which has been best documented. No consensus has nevertheless been reached, doubtless because of the diversity of indices for crime and unemployment used. In spite of that, most recent studies indicate a positive correlation between bad economic times and increasing attacks against property among youth. The simple cause and effect relationship between unemployment and crime, however, has been rejected in favour of a multiple-cause approach to the latter.